

Solidaires

L'école, un enjeu interprofessionnel majeur

Ce texte a été adopté par l'Union syndicale Solidaires, dont SUD éducation est membre, lors de son sixième congrès national en juin 2014 à Dunkerque, comme partie d'une résolution sur les politiques publiques.

Dans ce contexte général de remise en cause des politiques publiques, le présent et l'avenir de l'École revêtent une importance capitale. C'est là que se joue beaucoup, certainement beaucoup trop, l'avenir des enfants. Les quelques grands principes sur lesquels l'École publique s'est construite peuvent nous servir de références communes : une éducation obligatoire, une école publique, laïque, accessible pour toutes et tous en tant que service public garanti par l'État. Ce socle devrait permettre la transformation sociale, l'évolution de l'individu au-delà de ses moyens matériels.

Malmenée au cours des quinze dernières années (suppressions de postes, marchandisation, management...) l'école serait aujourd'hui une priorité gouvernementale. Nous récusons cet affichage démagogique qui masque en fait la fragilisation organisée de l'ensemble des services publics. L'École est aussi un « appareil idéologique d'état » qui justifie et consolide l'ordre social dominant. Le service public de l'éducation ne répond pas, dans sa forme actuelle, aux besoins de la population.

Une école pour tous et pour toutes, c'est une école qui s'emploie à ne pas être un lieu de la reproduction sociale. Cette école doit donc tout faire pour amener tou-tes les élèves à un niveau de connaissances et de réflexion critique leur permettant de vivre librement et solidairement. Cette école doit donc avant tout tenter de corriger les inégalités sociales, sans filiarisation de l'enseignement en fonction de la réussite ou de l'échec à l'école. L'école ne saurait radicalement évoluer sans un changement radical de société.

Une école laïque et émancipatrice, où est défendu l'acquis historique de la laïcité et où l'enseignement religieux n'a pas sa place. La concurrence introduite par les établissements privés sous contrat avec l'État aux établissements publics, loin d'apporter une réponse aux dysfonctionnements du service public, ne fait que renforcer les difficultés de ces établissements (financières et sociales). Le gouvernement actuel poursuit la distribution des cadeaux aux établissements privés. Ces faits ainsi que les atteintes portées à la laïcité amènent Solidaires à défendre la nationalisation de l'enseignement privé et la fonctionnarisation de l'ensemble de ses personnels. Dans l'immédiat, Solidaires luttera contre les cadeaux faits aux établissements privés, exigera un strict contrôle de l'utilisation des fonds publics et demande que soit garantie l'indépendance des personnels, en réfléchissant à l'évolution de leur statut.

Une école solidaire : la solidarité implique le refus de la concurrence entre établissements, le refus de la hiérarchisation des filières et des formations. La solidarité exige une véritable politique scolaire avec des moyens supplémentaires pour les quartiers populaires. C'est pourquoi nous devons défendre et développer les RASED (Réseau d'Aide Spécialisée aux Elèves en Difficulté). La scolarisation des enfants handicapés nécessite les moyens humains et matériels de cette inclusion scolaire. Pour les personnels, comme pour les élèves, l'École ne peut pas être le lieu d'un « management » sur le mode de l'entreprise privée, elle doit au contraire favoriser la coopération et la collégialité. Solidaires revendique, pour les personnels enseignants, un statut unique, et pour tous les acteurs et toutes les actrices de l'école, un traitement égalitaire en matière de salaire. Ceci passe par la fin de la précarité, par le développement d'emplois statutaires pour des personnels formés, et bénéficiant d'une réelle formation continue.

L'école d'une formation polyvalente. Nous voulons défendre un enseignement qui reconnaisse, pour toutes et tous, la valeur des formations pratiques et manuelles, la valeur de l'expérimentation, en parallèle aux enseignements théoriques et à la culture générale. Nous avons une approche très critique de l'organisation de l'enseignement secondaire en trois filières (générale, technologique et professionnelle) calquées sur la division sociale du travail, car c'est l'école de la reproduction des classes sociales, celle qui actuellement creuse les inégalités issues de la naissance. Enfin, l'enseignement professionnel proprement dit, pour tous les métiers, ne doit pas être laissé aux entreprises. En ce sens, nous devons lutter contre la tendance actuelle à généraliser l'apprentissage, et nous devons défendre la spécificité de l'enseignement professionnel, mais enfin débarrassé de son image dévalorisée car tourné trop spécifiquement vers des enseignements « pratiques ». Nous défendons l'idée d'un lycée unique, qui a l'avantage de valoriser une idée de l'enseignement général et polytechnique pour toutes et tous, recule l'âge du choix d'une orientation professionnelle, fait partager une meilleure connaissance des différents champs de la connaissance et des pratiques.

Une école démocratique et émancipatrice. Nous dénonçons les notations individuelles, les inspections, les postes à profil au profit d'une solidarité active des acteurs de l'école. Ce que nous voulons est donc une école dont on repense la structure. En ce qui concerne l'émancipation, il s'agit bien de développer l'autonomie des élèves, leur aptitude à surmonter les contraintes, leur esprit critique, leur appropriation du savoir. En ce sens l'école doit être ouverte et coopérative, permettant et développant des pédagogies actives avec des élèves partie prenante de leur formation, collectivement. C'est pourquoi nous nous opposons au développement d'une évaluation individuelle se prétendant de plus en plus précise, par compétences ou non, qui aboutit au classement et la hiérarchisation des individus, en vue de leur employabilité.

Ces inégalités se perpétuent dans l'enseignement supérieur. L'accès aux formations du supérieur est de plus en plus sélectif. Nous assistons à une professionnalisation grandissante des formations qui y sont dispensées, aux dépens de l'idée de savoirs et de transmissions de connaissances. Par ailleurs, le management est devenu la règle fondamentale de tout l'enseignement supérieur. Tout cela n'est pas sans conséquence sur les étudiant-e-s et l'idée qu'ils et elles se font de ce que doit être le travail. Solidaires doit défendre une formation et une recherche adossées aux savoirs et aux connaissances, indépendantes des besoins des entreprises. L'enseignement supérieur doit être gratuit et public, accessible à tous et toutes, avec ou sans diplôme, et quel que soit son âge.